96e CONGRÈS DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS DE COMMUNAUTÉS DE FRANCE
PARIS · NOVEMBRE 2013

JOURNEE DU MARDI 19 NOVEMBRE 2013

Intervention de Monsieur Jacques ATTALI, président de PLANet Finances

Je vous remercie de m'avoir invité, c'est un grand honneur pour moi d'être ici ce matin et de vous dire ce que je pense. Je vais commencer par des choses aimables et peut-être continuer par des choses que certains d'entre vous trouveront moins agréables, mais je crois de mon devoir de vous dire vraiment ce que je pense.

Les choses aimables, c'est que selon moi les maires sont absolument fondamentaux dans la défense de la République. Je dois dire d'ailleurs que si, personnellement, moi qui ai toujours résisté à la tentation d'essayer d'obtenir un mandat électif, le seul que j'aurais regretté de ne pas avoir c'est celui de maire. Je pense que c'est le plus beau métier qui soit dans la République, le plus important, le plus utile, et celui qui donne le plus de chances de laisser une trace.

Le rôle d'un ministre, c'est d'agir, mais sans savoir si à la seconde suivante il sera encore ministre, et donc il est trop tenté de plaire, tandis que vous, vous avez du temps. Je ne sais pas combien d'entre vous sont maires depuis plusieurs mandats, mais en tout cas vous pouvez penser le long terme et vous êtes au plus près des citoyens, donc vous êtes à la fois des acteurs essentiels de la démocratie, quelle que soit la taille de la commune, des acteurs fondamentaux dans un pays qui est, chaque jour on le voit davantage, menacé dans sa structure démocratique même.

De ce point de vue vous êtes la force de bataille et de combat pour le maintien et le renforcement de notre démocratie et vous êtes aussi la force de bataille et de combat pour qu'on échappe, ce qui est de plus en plus difficile, à la tyrannie du court terme, à l'exigence des sondages d'opinion et à la difficulté de penser l'avenir, même si c'est provisoirement impopulaire.

Les maires sont des acteurs fondamentaux non seulement de la démocratie quotidienne, mais également de la structuration du long terme du pays. D'ailleurs, c'est là que se jouent les grands équipements de long terme et ils sont pensés en même temps que se jouent, comme il l'a été expliqué tout à l'heure, les enjeux de proximité.

Donc pour ma part, je ne suis pas à convaincre quant à l'importance et l'utilité des maires et de la spécificité française.

Mais la crise est là et elle est loin d'être terminée, je pense même qu'elle va rebondir globalement, mondialement dans les années qui viennent, parce que tous les pays n'ont résolu ou cru résoudre la crise que par une augmentation de la dette publique. Que ce soit aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, nous sommes dans une fuite en avant dans laquelle partout nous faisons de plus en plus d'emprunts en attendant une croissance mondiale qui reviendrait et qui permettrait d'avaler la dette.

La croissance ne revient pas, ni aux Etats-Unis, ni en Chine, ni en Europe, et donc nous met dans une situation de plus en plus terrible où le ratio entre dette sur PIB de chacun des grands pays occidentaux ne fait qu'augmenter, parfois de façon brutale, comme celui de l'Espagne qui est passé de 50% du PIB à 90% du PIB, parfois de façon lente, comme celui de la France, ou plus rapide, comme celui de l'Italie, ou parfois, en étant mieux protégé parce que depuis 1992 ou 93 on a pris ses précautions, on a bien géré la situation, comme le Canada ou la Suède, qui sont les deux modèles qu'il faut conserver présents à l'esprit pour montrer que cette crise n'était pas inévitable.

Mais nous en sommes là et il faut bien se rendre compte que la France elle-même est dans une situation incertaine où elle reste à la fois un pays solvable, mais qui va l'être de moins

en moins et qui risque d'avoir à rendre des comptes très rapidement.

Où se situeront les économies nécessaires ?

Je suis conscient du fait, qui a été mentionné tout à l'heure, que la dépense publique n'est pas mauvaise en soit. Je suis de ceux qui pensent au contraire que la dépense publique a vocation à continuer à être élevée parce que, en particulier dans notre pays, elle est efficace. Nous avons sans doute à bien des niveaux une des meilleures qualités de vie du monde, et cela se juge en partie au montant et à la qualité de notre dépense publique. Cela se voit en termes d'espérance de vie, de sécurité, cela ne se voit pas en matière d'éducation où nous sommes très mauvais, mais c'est un autre sujet sur lequel je vais revenir dans une seconde.

Mais malgré tout, à un moment ou à un autre, et ce moment est arrivé, il faut commencer à réduire les dépenses publiques ou en tout cas à les maîtriser car elles sont en train d'exiger pour se développer des impôts que, pour beaucoup de raisons, pour l'instant en tout cas les Français ne sont plus disposer à payer.

Une des raisons qu'il ne faut pas oublier c'est que nous avons, droite et gauche confondues, baissé les impôts – les statistiques sont claires là-dessus – pendant douze ans, et il a fallu les remonter, ne serait-ce que pour rattraper les vingt points de PIB que nous avons perdu depuis douze ans en recettes fiscales. Et naturellement notre pays fonctionne un peu comme quelqu'un qui est drogué à l'augmentation des dépenses publiques et à la baisse des impôts et qui à un certain moment a du mal à accepter la désintoxication de ce modèle qui n'était évidemment pas durable.

Nous allons donc tous collectivement en tant que citoyens affronter cette nécessité d'augmenter les impôts et de baisser les dépenses. Cette baisse des dépenses qui va être le contrepoids de l'acceptabilité de la hausse des impôts va être très difficile et va peser sur les uns ou sur les autres. Il faut trouver 15 milliards d'euros d'économies cette année, et personne n'a la moindre idée de la façon dont on va les trouver. Pour tenir les objectifs de maîtrise de la dette publique il faut en trouver 25 en 2015 et personne – encore moins – n'a la moindre idée de la façon dont on va les trouver. Et en général, quand on n'a pas d'idée sur la façon de trouver des économies, on finit soit par ne pas les faire, ce qui entraîne le pays vers la catastrophe, soit par les faire de la façon la plus simple possible : on coupe brutalement tout pour tout le monde. C'est une façon aveugle de le faire, qui est une solution de faiblesse mais c'est celle qui sera appliquée.

Et on coupera sur quoi ?

On coupera sur les dépenses du logement social, on coupera sur les dotations aux investissements des collectivités territoriales et on coupera sur l'ensemble des dépenses de fonctionnement des administrations.

On le fera de façon brutale, et ce sera fait. Si nous ne sommes pas capables de créer rapidement les conditions pour penser un Etat moderne, pour penser les collectivités modernes, qui permettent de mieux continuer à justifier ce qu'on obtient pour son argent, on aura ces coupes absurdes.

Ceux qui en seront les victimes, ce sera évidemment toujours les plus faibles : les petites collectivités locales, les personnes les plus faibles dans nos sociétés.

Il me semble pour ma part que vous avez trois batailles à mener aujourd'hui.

La première bataille est de comprendre et de faire comprendre que nous ne pouvons pas continuer à avoir dans notre pays sept, huit ou neuf niveaux de collectivités territoriales. Si on ajoute communes, communautés de communes, agglomérations, métropoles, pays, départements, régions, nous avons atteint un niveau d'inventivité institutionnelle unique au monde. Il va falloir, à un moment, comme disait le cardinal de Bernis, sortir de l'ambiguïté, même si c'est à notre détriment. On ne peut pas continuer avec cela, et à un moment il faut choisir.

On ne peut pas non plus continuer à maintenir cette folie qui est la compétence générale de toutes les collectivités, où chacun a le droit de faire tout et n'importe quoi. Il faut arriver à une spécificité.

Et je vais revenir sur ce que je crois être utile pour les communes.

Il faut affronter le fait que vous, communes, vous, maires, vous devez défendre votre intérêt contre les conseils généraux. Les conseils généraux, les départements, sont les adversaires des communes. De mon point de vue, vous devez faire front, même si certains d'entre vous sont à la fois maires et conseillers généraux, vous devez comprendre, et à mon avis faire comprendre qu'il n'y a pas la place dans le long terme pour huit niveaux de collectivités territoriales et que la démocratie passe mieux par les communes que par les départements.

Je pense que c'est par le rapprochement progressif des fonctions du département avec les fonctions de la mairie, les fonctions de proximité du département qui doivent être remplies très largement, de plus en plus, par la mairie, que l'on viderait progressivement de sens, je crois, la nécessité des départements, au regard des communes ; naturellement, avec des circonstances et des situations complètement différentes, selon qu'on parle de Lyon, ou selon qu'on parle d'une petite commune du Gers ou d'un département comme le Gers. Il est évident qu'il n'y a pas la même raison d'être du département dans les deux cas. Il faut certainement réduire le nombre d'échelons.

Deuxième bataille très importante, je crois, c'est celle qui consiste à inventer une collectivité nouvelle en distinguant la démocratie des communes, qui doit rester le plus locale possible, et le rapprochement des fonctions, qui peut et doit passer par la mise en commun de moyens de plus en plus nombreux.

Je pense, et cela a été dit, que l'invention d'une commune nouvelle qui serait un rapprochement et une mise en commun de moyens sans remettre en cause les instances démocratiques des communes, quelle que soit la taille des communes – je pense qu'il faut mêler taille et espace – me paraît être la bonne solution. Et les nouvelles technologies informatiques, comme l'ont montré les expériences anglaises ou australiennes – je vous invite à regarder ce qui se passe dans ces pays – ont montré qu'il était tout à fait possible d'avoir des communes très locales et des moyens extrêmement regroupés.

Et puis le troisième combat, qui me paraît le plus important et dont on ne parle pas assez, cela va être de convaincre le pays de l'importance des communes et des collectivités locales. Parce que si nous affrontons collectivement les chiffres – je parle de façon globale – on s'aperçoit des choses suivantes : la région parisienne produit 32 à 34% du PIB national. Transferts faits, la région parisienne dispose d'un pouvoir d'achat qui est de l'ordre de 25 à 26 % du PIB. La région parisienne transfère au reste du pays une part très considérable de ses ressources. Pourquoi, et est-ce que c'est durable ?

Pour que ce soit durable, il faut convaincre les grandes villes que c'est de leur intérêt. Je ne crois pas que ce soit suffisant de dire : « c'est bon pour nous d'être une petite commune, d'être autonome ». Il faut que vous convainquiez le pays que c'est bon pour le pays que ces communes soient autonomes.

Moi-même, j'en suis absolument convaincu. Je suis convaincu que la France est un pays magnifique, qui n'est magnifique que par l'extraordinaire diversité de son territoire, souvent gâché d'ailleurs par un urbanisme qui n'a pas su réussir partout dans ce pays à défendre la différenciation et la culture d'origine, et beaucoup de vos prédécesseurs, pour ne pas vous faire porter la responsabilité à vous, sont en partie coupables de cette uniformisation de séries de territoires, de ces zones industrielles à l'entrée des villes qui font que quand on entre dans une ville on ne sait plus si on est dans le nord ou dans le sud.

Mais passons outre cela : il me semble qu'il est très important de réussir à convaincre les métropoles de l'importance du territoire.

A mon avis, comme je le disais à l'instant, ce n'est pas si difficile : dans le monde qui vient, de neuf milliards d'habitants, la diversité et la richesse de ce pays, sa capacité à accueillir, sa force touristique, va être absolument déterminante. Nous sommes le premier pays touristique du monde, mais nous ne recevons presque rien au regard de l'immensité de ce qui va venir. Il y a aujourd'hui à peu près 200 à 250 millions de touristes étrangers qui circulent dans le monde, nous en recevons à peu près 85 à 90 millions. Dans dix ans, ce nombre aura doublé, et la capacité de recevoir ce monde de façon efficace, culturellement utile, dépend de la richesse de notre territoire. La capacité de vendre des produits français, de vendre l'image de la France, de vendre des produits industriels qui ne sont pas forcément des produits de basse valeur ajoutée comme c'était le cas dans le passé, mais des produits de haute valeur ajoutée, dépend de l'image que la France projettera à l'étranger : quand on achète un produit étranger, on achète l'image du pays dont ce produit vient.

Et la possibilité de vendre des produits français fabriqués de façon industrielle dépend aussi de l'image du moindre village de France, qui donne de ce pays l'image de ce qu'on veut avoir, même si c'est à distance, en achetant un produit qui rappelle la France.

Ce discours est extrêmement important. Dans la Bible, il y a un merveilleux passage où le roi Salomon explique en inaugurant le temple de Jérusalem que le peuple dont il est le roi peut paraître puissant mais qu'il ne sera jamais puissant si les soixante-dix peuples qui l'entourent ne sont pas puissants et heureux avant lui.

Je pense qu'il est très important pour vous de réussir à convaincre Paris et les grandes métropoles qu'ils ne peuvent pas être heureux si les petites communes du reste du pays ne le sont pas, parce que c'est la condition même de leur propre réussite.

Je vous remercie